

## CRÉATION D'UN SYNDICAT BHUTANAIS AVEC LE SOUTIEN DES JAPONAIS

Avec l'aide et le soutien solidaire du JAM, Syndicat japonais des travailleurs de la métallurgie, de la mécanique et de la manufacture, affilié du JCM, l'ILUB, Syndicat international du Bhoutan, a été créé à Matsuyama, au Japon, le 1er septembre de cette année.

**Leurrés par des agents de recrutement sans scrupule dans leurs pays, 700 jeunes étudiants bhoutanais se sont rendus au Japon dans l'espoir d'y gagner 1,1 million de Nu (15.500 dollars), en travaillant à temps partiel tout en étant inscrits dans une école de langue japonaise.**

Le Japon a pour politique ambitieuse de faire passer le nombre d'étudiants étrangers à 300.000 d'ici 2020. Le programme Apprendre en gagnant sa vie est géré par la BEO (Emplois bhoutanais à l'étranger), une agence agréée mandatée par le Ministère bhoutanais de l'emploi, en collaboration avec des agences japonaises.

Cependant, en décembre 2018, la Commission anti-corruption du Bhoutan a exhorté le gouvernement à révoquer la licence de la BEO, la soupçonnant d'avoir reçu de manière illégale des certificats d'enregistrement sans avoir produit des documents clés. De plus, les représentants de la BEO au Japon n'étaient pas accrédités par le Ministère bhoutanais du travail.

Bien que le gouvernement offrait un prêt de 700.000 Nu (9.800 dollars) à un taux d'intérêt de 8%, après avoir déboursé 130.000 Nu (1.889 euros) pour les services de l'agence et les frais d'inscription auprès de l'école de langue japonaise, les étudiants bhoutanais se retrouvaient pratiquement sans un sou.

Les emplois accessibles aux étudiants bhoutanais étaient limités en raison de leur manque de connaissance du japonais. Nombre d'entre eux se retrouvaient à travailler sur des

postes de nuit dans des entrepôts et usines. Les étudiants n'étaient pas autorisés à prêter plus de 28 heures par semaine et avec des salaires de seulement 9 dollars de l'heure, beaucoup étaient contraints de travailler dans l'illégalité.

**La pression qui en découle était énorme et en 2018, un jeune étudiant s'est suicidé.**

"Lorsque nous avons commencé à recevoir des appels d'étudiants cherchant de l'aide, nous avons été émus par leur courage à surmonter les difficultés. Nous avons mis sur pied une réunion le 29 juillet et les avons aidés à faire enregistrer un syndicat auprès des autorités japonaises," indique Katahiro Yasukochi, Président du JAM.

**Incités par le soutien reçu du JAM, les étudiants bhoutanais ont décidé de mettre sur pied un syndicat pour protéger leurs droits à l'étranger.**

"Nous ne savions rien des syndicats avant d'apprendre à connaître la RENGO et le JAM, deux des plus importants syndicats japonais. Le processus d'enregistrement d'un syndicat est compliqué et le JAM nous a aidés en nous donnant une marche à suivre détaillée," indique Sharma Robin, qui occupe la vice-présidence de l'ILUB.

"Nous voulons exprimer notre profonde gratitude au JAM. De nombreux jeunes Bhoutanais ont été trompés et pris au piège de la dette. En tant qu'ILUB, nous allons œuvrer à la protection des droits de personnes vulnérables et de travailleurs et travailleuses peu qualifiés. Nous allons travailler d'arrache-pied pour trouver à ces jeunes gens des emplois stables et décents afin de pouvoir entamer une vie normale et décente," confie Jaganath Koirala, Président de l'ILUB.

## profil

Syndicat : **Syndicat international du Bhoutan (ILUB)**

Pays : **Japon**

Texte : **Yap Hwa NG**

Une politique adoptée par le gouvernement japonais en vue de contrer une pénurie de main-d'œuvre fait partie du problème qui a conduit des étudiants étrangers à se retrouver dans un emploi précaire et sans gagner suffisamment pour assurer leur subsistance. Il existe très peu d'encadrement social pour ces étudiants, car ils n'ont pas le statut de travailleurs migrants.

Exposant le défi à relever, Yasukochi indique que le JAM possède un plan d'action exhaustif pour venir à bout du problème posé aux étudiants bhoutanais.

Le JAM va collaborer avec l'ILUB pour faire campagne sur le remboursement des honoraires injustement facturés par des courtiers et des frais d'inscription des écoles de langues japonaises. Le JAM va également revendiquer que les entreprises concernées améliorent les conditions de travail de ces étudiants.

**Enfin, le JAM va aider l'ILUB à mettre sur pied une section du syndicat au Bhoutan ainsi qu'à obtenir l'autorisation de gérer un bureau de placement au Japon. Cette mesure permettrait d'éliminer les intermédiaires et d'éviter l'exploitation.**

"Ces jeunes Bhoutanais sont extrêmement talentueux, hautement motivés et idéalistes, à l'image des débuts du mouvement ouvrier japonais. C'est le premier syndicat créé par des Bhoutanais. Nous devons en prendre soin et lui permettre de croître. Nous ferons de notre mieux pour que leurs rêves se réalisent," conclut Yasukochi.

Syndicalistes japonais et bhoutanais. *JAM*